



La cinquième colonne israélienne

Par [Philip Giraldi](#)

Mondialisation.ca, 14 septembre 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Faisant référence à Israël lors d'une interview, en août 1983, l'amiral de la marine américaine et ancien chef d'état-major interarmées Thomas Moorer [a déclaré](#) : « *Je n'ai jamais vu un président - quel qu'il soit - leur tenir tête. Ça dépasse l'entendement. Ils obtiennent toujours ce qu'ils veulent. Les Israéliens savent tout le temps ce qui se passe. J'en étais arrivé au point où je n'écrivais plus rien. Si le peuple américain comprenait l'emprise qu'ils ont sur notre gouvernement, il prendrait les armes. Nos citoyens n'ont certainement aucune idée de ce qui se passe.* »

Moorer parlait de façon générale, mais il avait quelque chose en tête, à savoir l'attaque israélienne du 8 juin 1967 contre le navire de renseignement américain [U.S.S. Liberty](#), qui a tué 34 membres d'équipage américains et en a blessé 173 autres. Le navire naviguait dans les eaux internationales et arborait un immense drapeau étatsunien, mais les avions de guerre israéliens, qui avaient identifié le navire comme étant américain, ont même été jusqu'à mitrailler les radeaux de sauvetage pour tuer ceux qui fuyaient le navire en perdition. Il s'agit de l'attaque la plus sanglante jamais commise contre un navire de la marine américaine, hors temps de guerre, et l'équipage méritait de recevoir le plus grand nombre de médailles décerné à un seul navire pour une seule action. Oui, c'est une sacrée histoire de courage sous le feu des projecteurs, mais n'attendez surtout pas que Hollywood en fasse un film.

Le président Lyndon B. Johnson, qu'il brûle en enfer, a même ordonné de rappeler les avions envoyés pour aider le navire sinistré, disant qu'il préférerait que le navire coule par le fond plutôt que d'embarrasser son bon ami Israël. Puis vint le camouflage, de l'intérieur même du gouvernement américain. Une commission d'enquête convoquée à la hâte et exécutée sommairement, dirigée par l'amiral John McCain, le père de l'actuel sénateur, n'a délibérément interrogé qu'une poignée de membres d'équipage avant de conclure qu'il s'agissait d'un accident. Les marins qui avaient survécu à l'attaque ainsi que les membres d'équipage des navires de la marine qui sont finalement arrivés pour prêter assistance ont été détenus au secret à Malte avant d'être menacés pour qu'ils jurent de garder le secret. Depuis lors, le Congrès, la Maison Blanche et le Pentagone ont rejeté les tentatives répétées de convoquer une autre véritable enquête. Le sénateur John McCain, récemment décédé, a été particulièrement actif dans le refus de réouvrir l'enquête à la demande des survivants du Liberty.

L'histoire du Liberty montre que la capacité d'Israël à faire agir le gouvernement des États-Unis contre ses propres intérêts existe depuis longtemps. [Grant Smith](#), de l'IRMEP, cite comment l'espionnage israélien réalisé par l'AIPAC à Washington au milieu des années 1980 a abouti à un [accord commercial inégal](#) qui bénéficiait à Israël de plus de 10 milliards de dollars par an en plus des subventions directes du Trésor américain et des milliards en dons

« *caritatifs* » exonérés d'impôts faits par les juifs américains.

Si l'amiral Moorer était encore en vie, je pourrais lui dire que la situation vis-à-vis de la puissance israélienne est bien pire maintenant qu'en 1983. Il serait très intéressé de lire un remarquable [travail de recherche](#) récemment réalisé par Smith, qui démontre exactement comment Israël et ses amis travaillent de l'intérieur du système pour corrompre notre processus politique et faire en sorte que le gouvernement américain travaille en faveur des intérêts de l'État juif. Il décrit en détail comment le Lobby israélien a réussi à manipuler la communauté des forces de l'ordre pour protéger et promouvoir l'agenda du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Un élément clé de la pénétration israélienne dans le gouvernement américain a été l'approbation par le président George W. Bush, en 2004, de la création de l'*Office of Terrorism and Financial Intelligence* (OTFI) au sein du département du Trésor. Le site Internet de ce service proclame qu'il est responsable de « *la sauvegarde du système financier contre son utilisation illicite et la lutte contre les nations voyous, les complices des terroristes, les proliférateurs d'armes de destruction massive (ADM), les blanchisseurs d'argent, les barons de la drogue et autres menaces à la sécurité nationale* » mais, depuis sa création, il s'agit essentiellement de sauvegarder ce qu'Israël perçoit comme ses intérêts. Grant Smith note cependant comment « *ce bureau secret est sélectivement aveugle envers d'important financiers du terrorisme, tels que le blanchiment d'argent exonéré d'impôt pour les colonies israéliennes illégales et le financement de la prolifération et la contrebande de technologies d'armement dans le complexe clandestin d'armes nucléaires d'Israël* ».

Le premier chef du bureau fut le sous-secrétaire du Trésor, Stuart Levey, qui opérait déjà secrètement au sein même de ce département, tout en assurant une coordination régulière tant avec le gouvernement israélien qu'avec des organisations pro-israéliennes comme l'AIPAC, WINEP et la Fondation pour la défense des démocraties (FDDD). Levey se rendait aussi régulièrement en Israël, aux frais du contribuable, tout comme ses trois successeurs à la tête de ce service.

Levey a quitté l'OTFI en 2011 et a été remplacé par [David S. Cohen](#). Il a [été rapporté](#), à l'époque et par la suite, que les postes antiterroristes à l'OTFI étaient tous occupés par des personnes à la fois juives et sionistes. Cohen a continué la tradition de Levey de résister à toute transparence sur les activités du bureau. Smith raconte comment, le 12 septembre 2012, il a [refusé de répondre](#) aux questions des journalistes « *sur la possession d'armes nucléaires par Israël et si le fait de sanctionner l'Iran, signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, pour son programme nucléaire civil inspecté au niveau international ne serait pas un exemple du deux poids, deux mesures endémique qui règne à l'OTFI* ».

Cohen a été à son tour remplacé en 2015 par [Adam Szubin](#) qui a ensuite été remplacé en 2017 par [Sigal Pearl Mandelker](#), une ancienne et [peut-être toujours](#) citoyenne israélienne. Tous les dirigeants de l'OTFI ont donc été juifs et sionistes. Tous travaillent en étroite collaboration avec le gouvernement israélien, se rendent fréquemment en Israël pour « *affaires officielles* » et sont tous en liaison étroite avec les groupes juifs les plus souvent décrits comme faisant partie du lobby israélien. Et le résultat a été que les nombreuses victimes de l'OTFI ont généralement été des ennemis d'Israël, tels que définis par Israël et les lobbyistes juifs d'Amérique. La Liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées (*Specialially Designated Nationals And Blocked Persons List* - [SDN](#)) de

l'OTFI, qui comprend des sanctions et des moyens de les appliquer, comporte de nombreux noms et sociétés musulmans et chrétiens du Moyen-Orient, mais aucune société basée en Israël, ni aucun nom israélien, alors que beaucoup sont bien connus des forces de l'ordre comme étant des trafiquants d'armes et des blanchisseurs d'argent. Et une fois placé sur la SDN, il n'y a aucun moyen transparent d'en être effacé, même si l'inscription sur cette liste résultait clairement d'une erreur.

Ici, aux États-Unis, l'action de l'OTFI a entraîné la fermeture d'organisations caritatives islamiques et l'emprisonnement d'individus exerçant leur droit à la liberté d'expression en critiquant l'État juif. Si la loi anti-boycott israélien parvient à être adoptée par le Congrès, le modèle de l'OTFI deviendra vraisemblablement le modèle applicable lorsqu'il s'agira de restreindre la liberté d'expression chaque fois qu'Israël sera impliqué.

L'histoire de l'OTFI est scandaleuse, mais elle est loin d'être unique. Il y a beaucoup d'histoires de Juifs américains étroitement liés à Israël qui ont été promus par des lobbies nationaux puissants et riches en argent pour agir au nom de l'État juif. Certes, les Juifs sionistes sont [largement surreprésentés](#) dans toutes les agences gouvernementales qui ont quelque chose à voir avec le Moyen-Orient et on peut raisonnablement argumenter sur le fait que les partis républicain et démocrate sont dans les poches de milliardaires Juifs comme Sheldon Adelson et Haim Saban.

Les néoconservateurs, dont la plupart sont Juifs, ont infiltré le Pentagone sous l'administration Reagan et eux et leurs héritiers, au gouvernement et dans les médias (Doug Feith, Paul Wolfowitz, Scooter Libby, Richard Perle, Bill Kristol), ont été des acteurs majeurs dans la guerre catastrophique menée contre l'Irak que Philip Zelikow, l'un des architectes de cette guerre, [décrivait en 2004](#) comme concernant totalement Israël. Ce sont ces mêmes personnes qui sont maintenant à l'avant-garde d'une guerre contre l'Iran.

La politique américaine à l'égard du Moyen-Orient est actuellement en grande partie gérée par un petit cercle de Juifs orthodoxes travaillant pour le gendre du président, Jared Kushner. L'un d'eux, [David Friedman](#), est actuellement ambassadeur des États-Unis en Israël. Friedman, un avocat en faillite qui n'a pas de références diplomatiques ni de politique étrangère, est un Juif sioniste qui est aussi un partisan des colonies illégales en Cisjordanie et un critique sévère des autres Juifs qui, d'une manière ou d'une autre, sont en désaccord avec le gouvernement israélien. Il a contribué financièrement à la construction de colonies de peuplement, ce qui serait déclaré illégal si l'OTFI faisait son travail, et a constamment défendu les colons tout en condamnant les Palestiniens dans ses discours en Israël. Il répète sans cesse les arguments du gouvernement israélien et a tenté de [modifier le libellé](#) des communications du département d'État, en cherchant à supprimer le mot « *occupé* » pour décrire le contrôle israélien sur la Cisjordanie. Son humanité ne s'étend pas au-delà de sa judéité, il défend les Israéliens qui ont tiré sur des milliers de manifestants de Gaza non armés et bombardé des écoles, des hôpitaux et des centres culturels. La façon dont il représente les États-Unis et ses citoyens qui n'ont pas la double nationalité doit être considérée comme un mystère.

Le principal conseiller de Friedman est le rabbin Aryeh Lightstone, qui [est décrit](#) par l'ambassade comme un expert en « *éducation juive et défense des droits des Juifs et des Israéliens* ». Une fois, en se montrant apparemment plus éclairé, Lightstone décrit Donald Trump comme posant « *un danger existentiel à la fois pour le Parti républicain et pour les États-Unis* » et l'accusa même de se prosterner devant un public juif. Apparemment, quand l'occasion s'est présentée, il a changé d'avis sur son nouveau patron. Avant son embauche

par le gouvernement en 2014, Lightstone avait fondé et dirigé *Silent City*, un groupe de pression juif soutenu par des fonds d'extrême droite qui s'opposait à l'accord nucléaire iranien et qui luttait également contre le mouvement non-violent de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). Il serait toujours lié financièrement à des groupes anti-BDS, ce qui pourrait être interprété comme un conflit d'intérêts. En tant que conseiller principal de Friedman, il reçoit plus de 200 000 dollars par an, plus un logement gratuit, des prestations supplémentaires dont une indemnité de 25 % au titre du coût de la vie et une indemnité de difficulté de 10 %, une assurance maladie et l'admissibilité à un régime de retraite.

Alors, qu'est-ce que Joe et Jill, les citoyens américains moyens y gagnent ? Pas grand-chose. Et pour Israël ? Tout ce qu'il veut, apparemment. Couler un navire de guerre américain ? D'accord. Piquer dans le Trésor américain ? Bien sûr, attendez une minute et nous rédigerons un projet de loi qui vous donnera encore plus d'argent. Créer une agence liée au département du Trésor et dirigée exclusivement par des juifs qui opèrent secrètement pour punir les détracteurs de l'État juif ? Pas de problème. Pendant ce temps, une bande de gars au Pentagone rêve de nouvelles guerres pour Israël, et la Maison Blanche envoie un ambassadeur ignorant et un haut responsable à l'étranger pour représenter les intérêts du gouvernement du pays où il est en poste, qui se trouve être Israël. Est-ce que ça finira un jour ?

Philip Girdali

Article original :



[Israel's Fifth Column](#)

Cet article a été publié initialement par [The Unz Review](#).

Traduit par Wayan, relu par Cat pour [le Saker Francophone](#).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Philip Girdali](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : **[Philip Girdali](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca